



MC.DEL/59/16
16 December 2016

Original: ENGLISH
FRENCH

STATEMENT BY THE HONOURABLE STÉPHANE DION
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA

23rd OSCE MINISTERIAL COUNCIL MEETING

HAMBURG
8-9 DECEMBER 2016

DÉCLARATION DE L'HONORABLE STÉPHANE DION
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA

23^{ème} CONSEIL MINISTÉRIEL DE L'OSCE

HAMBOURG
8-9 DÉCEMBRE 2016

**Address by the Honourable Stéphane Dion
Minister of Foreign Affairs of Canada
OSCE Ministerial Council
Hamburg, December 8, 2016**

Mr. Chairman, colleagues,

We meet once again in uncertain times, when global and regional security are threatened. I will focus on four major issues for Canada: the fundamental principle of territorial integrity, conventional arms control, human rights and respect for diversity.

First, the sanctity of territorial integrity is the most fundamental principle underpinning the Organization for Security and Co-operation in Europe [OSCE]. In this regard, we must resolutely oppose recent attempts to redraw European borders by force, in clear violation of international law and the Helsinki Final Act.

I firmly reiterate that Canada does not and will not recognize the illegal annexation of the Autonomous Republic of Crimea, an integral part of Ukrainian territory. Resolving the crisis in Ukraine and continued Canadian support for the implementation of the Minsk agreements by all parties and for the Special Monitoring Mission remain top priorities and should continue to be a key focus of the OSCE.

Second, arms control, transparency and confidence-building are the insurance policy for European security. For this reason, we regret Russia's disengagement from full implementation of the existing arms control agreements, particularly its suspension of the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe.

For decades, these instruments have been key factors in the maintenance of stability despite profound shifts in the European strategic environment. While in need of updating, the existing framework—the Vienna Document, the Treaty on Open Skies and the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe—has shaped relations among states by providing predictability and transparency in military holdings and activity in Europe.

Regarding the idea of a structured dialogue at the OSCE aimed at addressing current security challenges and realities, including conventional arms control, Canada supports this idea insofar as the dialogue is built on the existing foundation of the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe, the Vienna Document and the Treaty on Open Skies. Respect for previous arms control commitments is especially important to providing the trust and confidence that are necessary to find new solutions. A first step would be to discuss threat perceptions amongst OSCE participating states.

Third, our shared commitment to human rights and democratic principles is the glue that holds us together. In this regard, Canada is concerned by the harmful conduct we are seeing within the OSCE region.

That is why I am pleased to indicate that, as part of Canada's global engagement to advance universal human rights, including the rights of women; minorities, including lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex people; and other vulnerable populations, we are actively working with the OSCE's Office for Democratic Institutions and Human Rights to develop a package of concrete financial support for the Office's work to support our comprehensive security.

Canada also lends its full support to the German chairmanship's efforts to have the OSCE adopt the working definition of anti-Semitism brought forth at the International Holocaust Remembrance Alliance and supported by its members. I encourage my colleagues here to support this definition, particularly in light of the horrible acts of anti-Semitism that continue to occur around the world.

Finally, I want to speak briefly on diversity and inclusion. In a period when the winds of mistrust, fear and even xenophobia are blowing over our region, we must remain faithful to these shared principles. In the Canadian experience, diversity is a source of strength, not weakness.

When all citizens feel they have a voice and can engage in democratic decision making, when they feel they can contribute to the civic, economic and cultural life of their community and country, the result is a society that is more comfortable with itself, a society less vulnerable to the establishment of extremism and thus, ultimately, a society that is more secure.

In closing, Canada warmly thanks Frank-Walter Steinmeier, the German chairperson-in-office, and his team for having led us through challenging discussions, and we look forward to working with the Austrian chairmanship to continue the protection and betterment of our shared principles and commitments to make the OSCE region a safer and more secure place for all.

Thank you.

Discours du ministre des Affaires étrangères du Canada
L'honorable Stéphane Dion
Conseil ministériel de l'OSCE
Hambourg, le 8 décembre 2016

Monsieur le Président, collègues,

Nous voici à nouveau réunis en ces temps incertains, où la sécurité mondiale et régionale est menacée. Je vais me concentrer sur quatre enjeux d'importance : le principe fondamental de l'intégrité territoriale, le contrôle des armes classiques, les droits de la personne et le respect de la diversité.

Premièrement, l'intégrité territoriale est le principe fondamental qui sous-tend cette organisation qu'est l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE]. À cet égard, nous devons nous opposer résolument aux récentes tentatives de redéfinir les frontières européennes par la force, en violation flagrante du droit international et de l'Acte final d'Helsinki.

Je réitère fermement que le Canada ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas l'annexion illégale de la République autonome de Crimée, qui fait partie intégrante du territoire ukrainien. Le règlement de la crise en Ukraine, ainsi que l'appui constant du Canada à la mise en œuvre des accords de Minsk pour tous les partis et à la Mission spéciale d'observation, demeure une priorité et doit continuer d'être l'un des principaux objectifs de l'OSCE.

Deuxièmement, le contrôle des armes, la transparence et l'instauration de la confiance sont la police d'assurance pour assurer la sécurité de l'Europe. C'est pourquoi nous regrettons le désengagement de la Russie de la mise en œuvre complète des accords en vigueur sur le contrôle des armes, en particulier la suspension de sa participation au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Pendant des décennies, ces mécanismes ont été déterminants dans le maintien de la stabilité malgré de profonds changements dans l'environnement stratégique européen. Bien qu'il soit nécessaire de l'actualiser, le cadre existant, à savoir le Document de Vienne, le Traité sur le régime « Ciel ouvert » et le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, a façonné les relations entre les États en assurant une prévisibilité et une transparence dans les dotations et activités militaires en Europe.

Quant à l'idée d'un dialogue structuré à l'OSCE pour composer avec les réalités et les défis actuels en matière de sécurité, y compris la question du contrôle des armes classiques, le Canada y est favorable pour autant qu'il ne remette pas en cause les fondements déjà établis par le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, le Document de Vienne et le Traité sur le régime « Ciel ouvert ». Il est crucial de respecter les engagements antérieurs sur le contrôle des armes afin d'instaurer un climat de confiance indispensable pour trouver de nouvelles solutions. La première étape serait de discuter des perceptions qu'ont les membres participants de l'OSCE de ce qui constitue une menace.

Troisièmement, notre engagement commun en faveur des droits de la personne et des principes démocratiques cimenter notre unité. À cet égard, le Canada est préoccupé par certains agissements néfastes, observés dans la région de l'OSCE.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'indiquer que, dans le cadre de l'engagement mondial du Canada à défendre les droits universels de la personne, y compris les droits des femmes, des minorités, des personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, transsexuelles et intersexuées et d'autres groupes vulnérables, nous travaillons activement avec le Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme à mettre au point une série de mesures financières concrètes pour aider le Bureau à assurer notre sécurité globale.

Le Canada soutient pleinement les efforts de la présidence allemande de faire adopter par l'OSCE la définition pratique du terme « antisémitisme » proposée par l'Alliance internationale sur la mémoire de l'Holocauste avec le soutien de ses membres. J'encourage mes collègues ici à plaider en faveur de cette définition, surtout à la lumière des actes odieux d'antisémitisme qui sont toujours commis dans le monde.

Enfin, je vais brièvement parler de la diversité et de l'inclusion. À une époque où un vent de méfiance, de peur, voire de xénophobie souffle sur notre région, nous devons demeurer fidèles à ces principes communs. L'expérience du Canada témoigne que la diversité est une source de force, non de faiblesse.

Lorsque tous les citoyens ont voix au chapitre et qu'ils peuvent participer au processus démocratique de prise de décision, lorsqu'ils sentent qu'ils peuvent contribuer à la vie civique, économique et culturelle de leur collectivité et de leur pays, il en résulte une société plus à l'aise avec elle-même, une société moins vulnérable à la montée de l'extrémisme et, en définitive, une société plus sûre.

Pour terminer, le Canada remercie chaleureusement le président allemand en fonction, M. Frank-Walter Steinmeier, ainsi que son équipe, de nous avoir guidés dans des discussions ardues. Nous serons heureux de coopérer avec la présidence autrichienne dans le souci de continuer à protéger et à renforcer nos principes et nos engagements communs à faire de la région de l'OSCE un endroit plus sûr pour tous.

Je vous remercie.